



**XLI^e REUNION DU GROUPE
DE SUIVI DU SOMMET (GSS)
28 et 29 février 2008 à Tobago,
République de Trinité-et-Tobago**

**PROCES-VERBAL DE LA XLI^e REUNION DU GROUPE
DE SUIVI DU SOMMET (GSS)**

Le 28 février 2008

La XLII^e Réunion du Groupe de Suivi du Sommet (GSS) a eu lieu les 28 et 29 février 2008 à Tobago, République de Trinité-et-Tobago, dans le but de partager les opinions et perspectives des pays faisant partie du Processus des Sommets des Amériques sur les questions clés comprises dans le document conceptuel préliminaire du Cinquième Sommet des Amériques « Assurer l'avenir de nos citoyens en promouvant la prospérité humaine, la sécurité énergétique et la durabilité environnementale ».

Ouverture et Bienvenue

La réunion a été présidée par l'Ambassadeur Luis Alberto Rodríguez, coordinateur national et envoyé spécial aux Amériques et président du Cinquième Sommet. Ont participé à la réunion les coordinateurs nationaux du Sommet, le Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'Ambassadeur Albert R. Ramdin, ainsi que les représentants des institutions du JSWG et du Secrétariat de la CARICOM.

Le président a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance des réunions du GSS dans le cadre des réunions préparatoires du Cinquième Sommet des Amériques.

Dans son intervention, l'Ambassadeur Rodriguez a fait référence à la réunion avec les membres des institutions du Groupe de travail mixte des Sommets (JSWG) et du Secrétariat de la CARICOM le 24 janvier 2008, lors de laquelle les institutions ont partagé leurs points de vue sur les défis régionaux.

Après avoir prononcé son discours d'ouverture, le président a invité le Secrétaire général adjoint de l'OEA à s'adresser aux participants. L'Ambassadeur Ramdin a noté les progrès réalisés dans la région depuis le commencement du Processus des Sommets en 1994, qui a changé la dynamique des relations hémisphériques et a renforcé les institutions démocratiques dans les Amériques.

Le Secrétaire général adjoint de l'OEA a reconnu l'importance de mener des consultations à tous les niveaux en préparation pour le Cinquième Sommet des Amériques. Il a profité de l'occasion pour annoncer la nomination de M. David Morris au poste de directeur du Secrétariat des Sommets des Amériques au Secrétariat de l'OEA et du Dr Riyad Insanally en tant que nouveau représentant du Secrétariat général de l'OEA à Port d'Espagne à compter du 1er avril 2008.

Le ministre des Affaires étrangères de Trinité-et-Tobago, Mme Paula Gopee-Scoon, n'a pas pu s'adresser au GSS comme prévu durant cette séance. Madame le ministre a prononcé son discours pendant la deuxième journée de la réunion.

Approbation de l'Ordre du jour

Après la séance d'ouverture, les pays ont approuvé l'ordre du jour sans amendements.

Présentation de la Justification du Document conceptuel et du Thème du Cinquième Sommet des Amériques par le président du Cinquième Sommet des Amériques

Le président du GSS a fait une présentation sur les défis les plus importants pour la région, qui ont été pris en compte par le Gouvernement de Trinité-et-Tobago dans la préparation du document conceptuel préliminaire.

En soulignant les trois piliers du document, l'Ambassadeur Rodriguez a insisté sur le besoin de les aborder de façon connexe, en application des principes de bonne gouvernance, de démocratie et de respect des droits de la personne. Il a aussi exprimé l'importance de lier chaque but au renforcement institutionnel.

Le président du GSS a ensuite présenté le coordinateur thématique du Secrétariat national, le Professeur Anthony Clayton, et l'a invité à faire une présentation sur les trois piliers du document conceptuel, qui serait suivie d'un dialogue avec les représentants des pays participants.

Présentation et Dialogue sur le domaine thématique: la Prospérité humaine

Le coordinateur thématique a fait une présentation sur les questions liées à la prospérité humaine et a souligné le fait que le concept incorpore différents éléments importants pour le bien-être humain. Le document conceptuel porte principalement sur la promotion de la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de la personne; le développement et la croissance économiques; la bonne éducation et l'emploi décent; la réduction de la pauvreté, de l'inégalité et de la criminalité; assurer la sécurité alimentaire et la nutrition adéquate; améliorer l'état de santé; et la qualité de l'environnement. Comme suite à cette présentation, les délégations ont échangé leurs idées sur ce domaine thématique.

La délégation du Canada a réitéré son engagement à l'égard du processus du Sommet et a souligné l'importance pour les pays d'assurer la mise en œuvre des mandats antérieurs. Ils ont annoncé la présentation de leur compte rendu national de 2007 et ont accueilli le rapport de mise en œuvre soumis par le JSWG. La délégation a aussi souligné le besoin de mettre en évidence les actions entreprises pour relever les défis, guidées par les buts primordiaux de gouvernance démocratique, prospérité et sécurité.

Le représentant du Canada a indiqué que la gouvernance démocratique est à la base des progrès dans tous les autres domaines et que la sécurité devrait être abordée d'une perspective pluridimensionnelle, y compris la prévention de la violence sociale, la création

d'opportunités économiques afin que les jeunes puissent combattre l'exclusion et la marginalisation, la promotion of d'une culture démocratique et l'habilitation des personnes défavorisées.

La délégation du Chili a apporté son soutien aux questions comprises dans le document conceptuel préliminaire et a fait mention de la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, la démocratie et les droits de la personne en tant que facteurs responsables de la prospérité humaine, qui est elle-même basée sur le concept de développement humain.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a accueilli le thème et a réitéré son engagement à l'égard du processus du Sommet. La délégation a soutenu la mise en évidence de la durabilité environnementale et de la sécurité énergétique et a indiqué que la bonne gouvernance continue d'être essentielle aux progrès de la région et que les États membres de l'OEA doivent rester engagés à l'égard de la Charte démocratique interaméricaine. Le représentant des Etats-Unis a fait remarquer que l'amélioration de la mise en œuvre en tant que principe clé du document est importante pour assurer l'engagement continu des pays à l'égard du processus, ainsi que la pertinence du Sommet. Concernant la question de compétitivité économique, la délégation a souligné que le Deuxième Forum annuel sur la Compétitivité des Amériques (ACF) aura lieu du 17 au 19 août 2008 à Atlanta, Georgie, aux Etats-Unis.

La délégation de l'Argentine a mis en évidence la qualité du document et a fait des commentaires sur l'organisation du document et sa méthodologie. Il a suggéré que le langage utilisé devrait être compatible avec celui employé dans les documents antérieurs de l'OEA. Par ailleurs, le représentant d'Argentine a souligné le besoin d'aborder la question d'inégalité.

La délégation de la Colombie a souligné le fait que le traitement de la question de la prospérité humaine est une approche nouvelle. Le représentant de la Colombie a noté que la question de la criminalité ne doit pas être abordée exclusivement en relation avec la pauvreté, mais plutôt à partir d'une vision pluridimensionnelle de la sécurité qui doit tenir en compte le problème global des drogues, du crime international organisé, du terrorisme et du trafic des armes, entre autres. La délégation a souligné le rôle des jeunes, en particulier étant donné que le Forum hémisphérique avec la société civile qui aura lieu prochainement portera sur les jeunes et les valeurs démocratiques.

La délégation du Salvador était d'accord avec la délégation précédente que la prospérité humaine est un nouveau concept qui nécessite une définition plus approfondie. Le représentant a offert son soutien au processus, en sa qualité de président du Système d'intégration centraméricaine (SICA).

La délégation du Mexique a exprimé son soutien du concept de la prospérité humaine et la mise en œuvre de politiques publiques pour la promotion et la protection des droits de la personne et l'amélioration de l'éducation afin de favoriser la création d'emplois.

La délégation de la République dominicaine était d'avis que le thème de la prospérité humaine est pertinent pour son pays et a souligné l'importance accordée à l'éducation dans le document. Le délégué a proposé la création d'un fonds pour encourager le développement humain dans des secteurs et domaines spécifiques et a conclu qu'il est important de disposer d'un mécanisme de suivi pour surveiller les résultats du Cinquième Sommet des Amériques.

La délégation du Costa Rica a proposé que les pays impliqués dans l'extraction d'hydrocarbures devraient contribuer à l'environnement et chercher à le protéger. Un autre défi en matière d'indépendance énergétique est la promotion de l'exploration pétrolière tout en maintenant un contrôle administratif de l'Etat, et l'établissement d'un système fiscal avec des règlements stricts pour protéger l'environnement.

La délégation des Bahamas a souligné la nature interdisciplinaire des questions abordées dans le document conceptuel préliminaire, le besoin de mettre l'accent sur la bonne gouvernance et la mise en œuvre des mandats des Sommets antérieurs. Le représentant a insisté sur l'importance de coordonner les activités des agences internationales et d'éviter la duplication d'efforts afin d'empêcher le gaspillage de ressources et d'améliorer la qualité de vie des populations. Le délégué a annoncé que le Gouvernement des Bahamas est en train d'achever son compte rendu de 2007.

La délégation du Nicaragua a souligné le besoin d'inclure le genre en tant que question interdisciplinaire dans le document, et a insisté sur le besoin d'incorporer des références correctes aux peuples autochtones et descendants d'Africains, afin de refléter la nature multiculturelle des peuples des Amériques.

La délégation du Venezuela a indiqué que le concept proposé, celui de la prospérité humaine, devait faire l'objet d'une discussion plus approfondie. Cette délégation a suggéré que le document révisé montre une corrélation claire entre la croissance économique et le développement social. Le représentant a demandé une référence au développement pour parvenir à l'équité et à l'inclusion sociale et a suggéré que l'avant-projet de déclaration comprenne le droit au développement en tant que droit humain inaliénable.

La délégation de l'Equateur a exprimé l'avis que la prospérité humaine est un concept large qui doit être défini afin d'éviter la déformation du terme par les pays.

La délégation de la Jamaïque a reconnu la portée large du document conceptuel et était d'accord sur la proposition de mettre l'accent sur le renforcement des efforts nationaux et régionaux pour éliminer la pauvreté et l'inégalité et accélérer la croissance économique en tant qu'élément essentiel du processus et du développement. Le représentant de la Jamaïque a recommandé que les considérations de politique éventuelles ne dépassent pas la capacité de mise en œuvre ou les ressources des pays.

Le représentant de Jamaïque a soulevé le besoin d'examiner l'impact du VIH-SIDA et les efforts déployés pour relever ce défi. Le représentant de la Jamaïque souhaitait aussi que l'agenda de développement de la Caraïbe fasse l'objet d'une promotion accrue.

La délégation de la Jamaïque a fait référence à la promotion de partenariats public et privé dans le cadre de l'avancement des objectifs de développement et au renforcement de ce modèle pour fournir des services essentiels aux citoyens. Le représentant estimait aussi que le document devrait aborder l'importance d'une approche intégrée du genre dans l'agenda de développement.

La délégation de la Barbade a apporté son soutien au document conceptuel préliminaire et a signalé le besoin d'aborder les questions de financement et de mise en œuvre des mandats.

La délégation du Guyana a suggéré qu'il est important d'accroître la capacité d'approvisionnement et la compétitivité des pays à travers la création et le soutien des micro-, petites et moyennes entreprises en tant que moyen d'aborder la croissance économique. Le représentant a aussi noté le problème de la fracture numérique et l'importance de la connectivité dans la région.

Le directeur du Secrétariat des Sommets de l'OEA a incité les pays à s'engager pleinement dans le processus des Sommets afin de faire avancer l'agenda de façon à orienter la coopération et le partenariat futurs dans l'hémisphère. Le représentant de l'OEA a mentionné que le Secrétariat des Sommets est en train de préparer un rapport sur les accomplissements des Sommets antérieurs à partir d'une analyse des problèmes existants.

Le délégué de l'OPS a informé que l'institution est en train de préparer un rapport sur les accomplissements concernant les questions comprises dans le document conceptuel préliminaire, ainsi que les problèmes. Le représentant a noté que le plan Santé pour les Amériques a fourni un cadre solide pour le travail dans ce domaine pendant les cinq prochaines années et a souligné l'importance des maladies non transmissibles à la santé future des Amériques.

Le représentant de la CEPALC a fourni des données additionnelles pour compléter celles qui ont été présentées par le Secrétariat national, et a informé que l'institution est en train d'examiner les différents aspects du document conceptuel préliminaire afin d'identifier les domaines éventuels de contribution de la CEPALC.

L'IICA a fait part de son inquiétude au sujet de la question de renforcement des cadres institutionnels et a mentionné que l'organisation dispose d'un format standardisé pour rendre compte du travail de suivi.

La BDC a saisi l'occasion pour souligner quelques-unes de ses activités courantes, y compris le travail sur la réduction du risque de catastrophes, le Fonds de Développement spécial pour aider à réduire la pauvreté et le travail concernant les petites et moyennes entreprises.

L'OIT a reconnu le rôle du travail décent et du plein emploi dans le document. Le représentant a souligné l'importance du dialogue social entre les institutions, les gouvernements, le peuple et la société civile, qui est essentiel au bon fonctionnement des mandats.

Présentation et Dialogue sur le domaine thématique: la Sécurité énergétique

Le coordinateur thématique a fait une présentation sur la Sécurité énergétique, qui a souligné les problèmes rencontrés dans ce domaine, dont la croissance brusque de la demande de pétrole et de gaz, les prix élevés, la concurrence croissante pour les ressources, les préoccupations concernant les contraintes d'approvisionnement et l'approche potentielle du pic pétrolier et les préoccupations liées à la charge de charbon dans l'atmosphère et au changement climatique.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a encouragé les gouvernements à mettre l'accent sur les thèmes de la sécurité énergétique et de la durabilité environnementale, qui offrent les meilleures possibilités pour le développement d'initiatives avec des conséquences pratiques.

La délégation a rappelé que la Déclaration de Panama, adoptée à l'occasion de l'Assemblée générale de l'OEA en 2007, a préconisé que la gouvernance démocratique, les institutions démocratiques fortes, la suprématie du droit, et le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales constituent des éléments essentiels de l'avancement des objectifs en matière d'énergie et de développement durable des Etats membres et de la région, la lutte contre l'exclusion sociale et la promotion du bien public.

La délégation du Mexique a mis l'accent sur le besoin d'harmoniser l'importance de l'énergie pour le développement et son rôle et impact sur l'environnement, le changement climatique et les ressources naturelles.

La délégation du Mexique a exprimé l'importance de l'accès à l'énergie; la mitigation du changement climatique à travers le développement de technologies renouvelables et d'énergie propre; la création et la consolidation de sources alternatives d'énergie; l'importance de la coopération dans les situations d'urgence; et le besoin d'efficacité énergétique.

La délégation du Canada a soutenu l'accent mis sur la sécurité énergétique et le développement durable pour le Cinquième Sommet, s'inspirant de la Déclaration de Panama. Le représentant a suggéré que la sécurité énergétique pourrait être améliorée par la diversification de la matrice énergétique et des sources d'approvisionnement, ainsi qu'en augmentant l'accès aux services énergétiques modernes soutenus par des régimes transparents, réglementaires, fiscaux et juridiques.

La délégation du Chili a identifié deux principaux défis – comment assurer un approvisionnement sûr en énergie et comment trouver un approvisionnement énergétique qui soit compatible avec le développement durable de nos sociétés. La délégation a affirmé que la sécurité énergétique régionale est possible à travers un cadre juridique favorable et la coopération régionale.

La délégation de la République dominicaine a aussi souligné l'importance de la coopération régionale pour le transfert de technologie dans le domaine de l'énergie.

La délégation du Venezuela a reconnu que plusieurs facteurs contribuent aux prix pétroliers élevés et a fait mention de diverses initiatives en matière de coopération énergétique pour le développement intégral. Elle a soutenu par ailleurs les liens entre l'énergie, le développement durable et la sécurité alimentaire.

La délégation de la Colombie a fait référence à l'importance d'élargir la cagnotte énergétique et aux sources alternatives d'énergie, ainsi qu'au redoublement des moyens mis en place pour le transfert des technologies et à l'utilisation plus efficace de l'énergie conventionnelle. Sur cette base, la délégation a suggéré d'éviter de faire valoir un concept, comme celui du bas niveau de la consommation du charbon, lequel n'a pas été consenti au niveau régional. Sur ce fait, la Colombie a souligné l'importance de tenir en compte les concepts et le langage souscrits dans la Déclaration de Panama, lors de l'Assemblée Générale de l'OEA.

La délégation du Panama a demandé qu'une réflexion soit menée sur le rôle de direction que doit jouer l'Etat dans la définition et la mise en œuvre de politiques durables et en tant qu'organe de planification et de contrôle en matière d'innovation. Il appartient aussi à l'Etat d'assurer des politiques durables ayant un impact social réel.

Le délégué de l'Equateur a souligné l'engagement de son gouvernement à protéger la biodiversité nationale, régionale et mondiale et a fait mention des décisions prises par son gouvernement pour promouvoir des mesures visant à mitiger le changement climatique et la production de gaz de serre. Le délégué de l'Equateur a fait remarquer que cette initiative va de pair avec la sécurité énergétique et la durabilité environnementale et promeut la recherche de sources alternatives d'énergie. Il a aussi reconnu que les peuples autochtones sont un exemple de l'équilibre entre l'alimentation et l'utilisation d'énergie dans la région.

La CEPALC a souligné les progrès réalisés dans certains pays de la région en matière de ressources énergétiques renouvelables.

Présentation et Dialogue sur le domaine thématique: la Durabilité environnementale

Le coordinateur thématique a fait une présentation sur la durabilité environnementale, qui examinait des questions clés comme l'augmentation de la demande de ressources et l'augmentation des prix, le changement climatique, le déboisement dans les tropiques et la perte de biodiversité.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'avis que l'environnement devrait occuper une place plus importante comme un des piliers du développement durable en vertu du lien entre l'environnement et le développement social et économique, et qu'il devrait faire l'objet de discussions plus approfondies au-delà du changement climatique.

Le représentant a aussi soutenu une approche régionale de l'amélioration de la résistance à la variabilité et au changement climatique, y compris la promotion d'un développement économique solide et l'intégration des considérations de changement climatique dans la planification et les projets de développement.

La délégation du Chili a indiqué que le lien entre l'environnement et le développement nécessite une action conjointe pour résoudre les problèmes environnementaux parallèlement à la croissance économique, et a fait référence au Sommet mondial sur le Développement durable à Johannesburg qui a reconnu le droit souverain des pays de gérer leurs ressources et d'assumer la responsabilité de la prévention de la dégradation de l'environnement.

La délégation du Salvador a exprimé l'importance de la coopération technique dans la protection de l'environnement et la prévention des causes du changement climatique. Le représentant du Salvador a fait part de son regret en ce qui concerne l'absence d'une organisation régionale unique en matière de catastrophes naturelles pour coordonner le travail des divers mécanismes sous-régionaux dans ce domaine et a demandé que cela soit abordé dans un avenir proche.

La délégation du Canada a rappelé aux pays que la Déclaration de Panama et la Conférence des Nations Unies sur le Changement climatique à Bali ont abordé la question du développement durable et offert une approche dans ce domaine.

La délégation du Mexique a demandé une coopération entre les gouvernements et la société civile afin de trouver une solution efficace au problème du changement climatique et a

reconnu l'importance de la coopération intra-régionale dans le domaine du financement et du transfert de technologie.

La délégation des Bahamas a demandé une approche commune de la question du changement climatique, soulignant le besoin d'apporter un soutien à quelques petits Etats insulaires, par exemple des systèmes de première alerte pour les aider à se préparer aux catastrophes naturelles, réduisant ainsi l'impact de ces dernières.

La délégation de la Colombie a souligné l'importance de la coopération et de l'utilisation des technologies dites propres. Elle a également souligné l'importance de constater le progrès accomplis en tenant compte de la Convention sur le Changement Climatique et le Protocole de Kyoto, plus que de suggérer des nouvelles stratégies régionales. A ce sujet, la délégation a sollicité une clarification sur le concept de la portée globale partagé.

L'OEA a rappelé que la Réunion interaméricaine des autorités et experts nationaux en matière d'Energie pour le Développement durable en Amérique se tiendrait le 3 mars à Washington D.C. Les résultats de cette dernière seront mis à la disposition des coordinateurs nationaux et des membres du Groupe de travail mixte du Sommet. Comme suite aux commentaires des pays et institutions partenaires, la réunion a été ajournée pour la journée.

Le 29 février 2008

La deuxième journée de la XLI^e Réunion du Groupe de Suivi des Sommets a commencé par l'intervention du ministre des Affaires étrangères, Mme Paula Gopee-Scoon. Madame le ministre Gopee-Scoon a exprimé l'honneur pour le Gouvernement de Trinité-et-Tobago d'accueillir le Cinquième Sommet en avril 2009, afin de pouvoir approfondir les accomplissements des Sommets antérieurs, réunir les idées et trouver des approches communes qui façonneraient un nouvel agenda hémisphérique.

Le ministre a aussi réaffirmé l'importance de cette réunion du GSS en tant que symbole de l'engagement de Trinité-et-Tobago's à l'égard d'une politique d'inclusion et du processus de consultation et d'engagement en préparation pour le Cinquième Sommet et a exprimé sa reconnaissance pour le soutien large au document conceptuel préliminaire communiqué par les délégations, ainsi que les commentaires qui ont suivi les présentations sur les domaines thématiques du Cinquième Sommet.

A la suite de cette intervention, le ministre des Affaires étrangères a quitté la réunion et la séance ordinaire s'est poursuivie avec des commentaires de la délégation du Brésil, qui a rejoint l'assemblée le deuxième jour de la réunion et a présenté son intervention sur les piliers figurant dans le document conceptuel.

Sur le thème de la prospérité humaine, la délégation du Brésil a suggéré que la question de la faim soit abordée à travers une série de politiques publiques, la distribution alimentaire et le soutien du secteur agricole. Le représentant a demandé une réduction des disparités dans le domaine de l'éducation, l'amélioration des programmes de santé et a reconnu le besoin d'avancer dans le domaine des services biomédicaux et d'y avoir accès.

Dans le domaine de la sécurité énergétique, le représentant du Brésil a souligné l'importance de l'adoption d'une politique énergétique comportant une technologie plus propre, l'intégration de l'énergie et un accès amélioré aux sources d'énergie traditionnelles et alternatives. Relativement à la durabilité environnementale, cette délégation a demandé le renforcement des compétences en matière de partage d'information et d'aide humanitaire à la suite des catastrophes naturelles et a suggéré l'inclusion de l'accès à la terre, ainsi que les questions liées aux eaux transfrontalières internationales, sous ce troisième pilier.

Présentation et Dialogue sur les Questions interdisciplinaires

Le coordinateur thématique a fait une présentation sur les questions interdisciplinaires, telles que la démocratie et la bonne gouvernance, la sécurité hémisphérique et la promotion des droits de la personne et a souligné la complexité de ces questions. Il a aussi fait référence au besoin d'adopter une nouvelle approche de la mise en œuvre, du financement et du suivi des mandats du Sommet des Amériques.

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a fait ressortir l'importance de la participation de la société civile au Processus des Sommets et le besoin d'un processus ouvert et transparent.

La délégation du Brésil a indiqué que les informations présentées à la réunion illustrent une situation hémisphérique qui nécessite une réponse des Chefs d'Etat et de gouvernement de la région. Le représentant a exprimé son accord sur le point présenté par la délégation précédente concernant la participation de la société civile au Processus du Sommet. Le délégué a aussi souligné le fait que le Processus du Sommet profiterait de la régularisation des réunions ministérielles et des Sommets.

La délégation colombienne a exprimé son accord sur le renforcement institutionnel actuel avant de créer un nouveau cadre institutionnel. Elle a réitéré également l'importance de ce concentrer dans la mise en œuvre de mandats avec des objectifs précis pour les pays avec l'appui de la coopération institutionnelle, ainsi qu'avec la coopération horizontale.

La délégation de l'Equateur a soutenu le besoin de mécanismes de coordination améliorés pour réaliser les mandats du Sommet. La délégation du Guyana a demandé un moyen pratique de suivre la mise en œuvre des mandats et la délégation du Venezuela a insisté sur le besoin d'assurer une participation vraiment représentative au Processus du Sommet.

L'OPS a souligné qu'elle convoquerait, en coopération avec l'IICA, une Réunion interministérielle sur la Santé et l'Agriculture, qui aborderait les questions d'équité, changement climatique, agroénergie, sécurité alimentaire et croissance économique. Le délégué a aussi indiqué que la XXVIII^e Conférence sanitaire panaméricaine se tiendrait au début du mois d'octobre et porterait sur le changement climatique et la santé.

Programme d'activités préparatoires du Cinquième Sommet des Amériques

Le président du GSS a indiqué que le Gouvernement de Trinité-et-Tobago poursuivra les consultations sur le document conceptuel en vue de l'élaboration d'un document final d'ici au mois d'avril.

Le président a informé les participants qu'un avant-projet de document final du Cinquième Sommet des Amériques serait présenté à l'Assemblée générale de l'OEA à Medellín, Colombie en juin 2008.

Le président a aussi rendu compte des plans du Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago pour accueillir une Consultation hémisphérique pour la société civile vers la fin du mois d'avril 2008.

Clôture

En clôturant la XLI^e Réunion du Groupe de Suivi du Sommet, le président a remercié les pays et le Groupe de travail mixte du Sommet de leur contribution, qui, à son avis, a enrichi le processus préparatoire du Cinquième Sommet des Amériques. L'Ambassadeur Rodríguez a remercié l'OEA et le Secrétariat des Sommets de leur participation et a réitéré l'engagement du Gouvernement de Trinité-et-Tobago de continuer à travailler de près avec tous les acteurs en préparation pour le Sommet.